

INTRODUCTION

THÉORIES ET DOCTRINES DE SÉCURITÉ :
INCERTITUDES INTERNATIONALES

PAR

YVES BOYER (*)

La phase de recomposition de la scène internationale dans laquelle se trouve entraîné l'ensemble de la planète ne cesse d'apporter son lot d'espoirs, mais aussi d'incertitudes plus ou moins menaçantes. L'espoir tient à ce qu'une grande partie de l'humanité, longtemps privée des progrès qu'apporte la technique (soins, éradication de la pauvreté, transports, échanges commerciaux, accès aux nouvelles technologies de l'information, *etc.*), y accède à un rythme accéléré, comme le montre l'incroyable essor de l'ensemble asiatique, en particulier l'Inde et la Chine. Cette dernière est devenue en quelques années, en termes de PIB, la quatrième puissance économique mondiale avant, selon toutes prévisions, d'accéder à la première place dans les décennies qui viennent. Signe des temps, la crise de la *sub-prime* aux Etats-Unis a vu des fonds d'investissements chinois venir au secours de grandes banques américaines – comme cela a été le cas du fonds public chinois CIC qui, en décembre 2007, a investi 5 milliards de dollars dans la banque Morgan Stanley. Entre les nouveaux géants asiatiques et le monde occidental post-moderne, la zone qui s'étend du Maroc à l'Afghanistan reste largement en dehors de cette phase de développement économique et social accéléré. Certes, on y trouve des poches de développement fondées soit sur l'exploitation des richesses minérales, soit sur le commerce international (le cas de Bahreïn est à cet égard exemplaire), mais cette zone est minée par une tension profonde, qui oppose en son sein modernité et identité incarnée par une vision très conservatrice et agressive de l'Islam. L'Occident semble, lui, tout à la fois inquiet devant les incertitudes que recèle ce nouveau monde, auquel il ne semble plus pouvoir imposer ses règles du jeu, et une attitude extrêmement conservatrice consistant à travailler à maintenir les anciens cadres qui fondaient son hégémonie. Cette tension se retrouve dans la crise que traverse actuellement l'Alliance atlantique.

(*) Directeur-adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS, France) et président de la Société française d'étude militaire.

L'Alliance atlantique réunit les Etats qui disposent collectivement de la suprématie militaire, notamment grâce aux Etats-Unis, lesquels assument à eux seuls près de la moitié des dépenses militaires mondiales. Les PNB cumulés des pays occidentaux distancent ceux de leurs compétiteurs économiques, notamment asiatiques; leurs capacités technologiques restent les premières au monde; leurs monnaies, qu'il s'agisse du dollar, de la livre sterling ou de l'euro, demeurent les instruments monétaires privilégiés des échanges internationaux. Les 26 Etats membres de l'Alliance incarnent également les valeurs de démocratie et de promotion des droits de l'homme. Pourtant, jamais ils n'ont masqué leur inquiétude relative à leur avenir et celui de l'Alliance avec autant de circonvolutions empruntées à un langage décalé par rapport aux réalités internationales contemporaines. L'OTAN garderait un rôle irremplaçable : contribuer à promouvoir la liberté là où elle est bafouée. Elle devrait «*répandre la liberté là où elle est encore seulement une aspiration pour les peuples qui en sont privés*» (1). Une telle aspiration ne saurait être controversée dans ses principes. Pour autant a-t-elle encore un sens? La guerre menée par les Occidentaux en Afghanistan a autant de rapport avec la démocratie que la conquête du Pérou par Pizarre avec la chrétienté. Cette inquiétude suscite en retour des projets irréalistes, comme celui de vouloir recréer – si tant est qu'elle ait jamais existé – l'unité politico-stratégique de l'ensemble Amérique du Nord / Europe. Faute de mécanismes appropriés, cette unité reposerait sur le *leadership* américain tempéré par le droit d'influence des Européens sur Washington. Cette tentation est forte dans certains milieux. Elle est en réalité offensante pour les Européens qui, en lieu et place du projet d'unité qu'ils poursuivent dans le cadre de l'Union européenne, se verraient assigner une place mineure dans ce monde qui se recompose.

(1) Déclaration, devant le Senate Foreign Relations Committee, par Jane Nuland, lors de sa confirmation en tant qu'ambassadeur auprès de l'OTAN, Washington, 24 mai 2005.